Rapport de la commission de l'aménagement et de l'environnement chargée d'examiner la motion du 5 avril 2017 de M^{mes} et MM. Vincent Subilia, Patricia Richard, Simon Brandt et Helena Rigotti: «Pour des rues basses qui reprennent de la hauteur».

Rapport de M^{me} Salma Selle.

Cette motion a été renvoyée à la commission de l'aménagement et de l'environnement lors de la séance plénière du 20 mars 2018. Elle a été traitée les 29 octobre et 10 décembre 2019 sous la présidence de M. Eric Bertinat. Les notes de séances ont été prises par M. Christophe Vuilleumier, que la rapporteuse remercie pour sa célérité.

PROJET DE MOTION

Considérant:

- que les rues dites basses (constituées de la rue de la Confédération, de la rue du Marché, de la rue de la Croix-d'Or et de la rue de Rive) constituent la principale artère marchande de Genève;
- le flux conséquent de transports publics qui l'empruntent quotidiennement, de même que le très grand nombre de piétons qui traversent cette voie;
- l'état de dégradation du revêtement de ladite chaussée, lequel est susceptible de présenter un danger pour ses utilisateurs;
- que son état (conjuguant goudron et pavé de façon incohérente) est parfaitement inesthétique et donc incompatible avec la «vitrine» commerciale que constitue cet axe prioritaire;
- l'intense programme de rénovation du réseau routier engagé par la Ville de Genève, incluant la pose d'un revêtement phonoabsorbant;
- les montants alloués à la Ville de Genève par le Canton à cet effet,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif à lui soumettre sans délai une étude chiffrée en vue de la rénovation du revêtement des Rues-Basses.

Séance du 29 octobre 2019

Audition de M^{me} Patricia Richard, motionnaire

M^{me} Richard évoque le fait que les Rues-Basses sont dans un mauvais état et qu'elles sont empruntées par une multitude de véhicules, ce qui est dangereux pour les piétons et les cyclistes. La motionnaire estime qu'il est nécessaire de

faire en sorte que les Rues-Basses soient améliorées afin que les piétons ne se retrouvent pas à marcher dans des trous.

Questions des commissaires

Une commissaire demande s'il sera possible de créer des pistes en site propre pour vélos et de favoriser du gazon.

M^{me} Richard répond qu'il ne s'agit pas du problème principal et que certains tronçons seraient trop serrés pour être en site propre. Elle pense aussi que les pavés devraient être remplacés par du goudron intégral et que le gazon ne serait pas idéal comme il y a des bus qui empruntent ces rues.

Une commissaire précise que les vélos sont interdits dans les Rues-Basses et doivent remonter devant l'Alhambra, elle a demandé à M. Pagani à plusieurs reprises qu'un marquage soit fait. Elle remarque aussi qu'il serait possible de planter de l'herbe entre les rails.

M^{me} Richard répond qu'il faudrait poser cette question aux pompiers, elle ajoute que les chaises roulantes ne pourraient pas passer facilement.

Un commissaire demande s'il serait possible de placer des échoppes le long des Rues-Basses.

M^{me} Richard répond que les *food-trucks* sont installés à la Fusterie.

Une commissaire note que les cyclistes sont des piétons qui pédalent et demande si seul le goudron est réalisable. Elle rappelle que le trottoir est en cimentation.

M^{me} Richard répond que le temps de séchage de ce matériau est plus long et plus fragile que le béton.

Le président précise que les trams pèsent 80 tonnes.

Une commissaire note que cette motion ne concerne que les Rues-Basses et elle se demande s'il ne faudrait pas revoir toutes les rues de la ville, en instaurant pourquoi pas un dispositif interactif avec l'administration pour signaler les problèmes existants.

M^{me} Richard rappelle que cette motion a été déposée en avril 2017 à un moment qui s'inscrivait dans la foulée du parking Clé-de-Rive. Elle précise que les rues sont très empruntées et qu'il est nécessaire de trouver une solution rapidement.

Un commissaire s'étonne que le goudronnage soit la simple solution, il se rappelle que le chantier des gaines techniques a été très difficile, alors il propose d'auditionner des services concernés par l'entretien.

Un commissaire rajoute que les gaines techniques doivent être retouchées avec l'évolution des commerces et que des plaques d'accès seraient une bonne chose.

M^{me} Richard répond qu'il existe déjà des plaques d'accès.

Séance du 10 décembre 2019

Audition de M. Rémy Pagani, conseiller administratif en charge du département des constructions et de l'aménagement (DCA), accompagné de M^{me} Isabelle Charollais, codirectrice du département, et de M. Nicolas Betty, chef du Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité (AGCM)

M. Pagani est d'accord avec le constat effectué et mentionne que les transports publics font sauter les pavés.

M. Betty précise que les trottoirs sont faits en pierre naturelle pour être en adéquation avec les fondations des anciens bâtiments. La chaussée quant à elle a été réaménagée à plusieurs reprises mais elle est dégradée et inesthétique. Cela s'explique par l'inadéquation avec le trafic actuel, dont les trolleybus et les camions de livraison. Seule la voie de tram côté lac est supportée par la galerie technique, quant à la voie de tram côté Vieille-Ville elle supporte le passage de trolleybus sans que la structure de chaussée ait été réalisée pour. Le système anti-vibrations est ancien et nécessite une mise en place de joints longitudinaux conçus avec des cales en bois qui ont disparu. Il rajoute que l'infrastructure est vétuste et que les travaux de rénovation sont à la charge de la Ville et une partie aux Transports publics genevois (TPG). Un projet de réaménagement de façade en façade entraînerait une grosse mobilisation des associations actives dans la mobilité et les espaces publics et s'accompagnerait d'une proposition avec des montant de 40 à 50 millions de francs sur vingt-quatre mois de travaux, quant à l'entretien de la chaussée il serait à hauteur de 26 millions de francs. La solution la plus réaliste pour l'entretien serait des enrobés ou enrobés béton. Des planches d'essai en été réalisées pour mesurer la durabilité et l'esthétique de ces options.

Questions des commissaires

Un commissaire demande si la dégradation de la rue est globale et quand la rue a été réalisée. Il demande aussi si des *silent-blocs* seraient efficaces contre les vibrations.

M. Betty confirme que c'est le cas, hormis les trottoirs qui sont en bon état, la rue a été réalisée il y a trente ans. Pour les vibrations il faudra le déterminer avec les TPG et l'Office cantonal des transports (OCT).

Un commissaire demande si d'autres types de tram comme des sur rail électromagnétique pourraient être développés.

M. Pagani répond que ces systèmes seraient trop coûteux et s'appliquent avant tout pour les trains.

Un commissaire questionne sur les coûts des travaux de nuit.

M. Betty note qu'il faudra un surcoût de 40 000 francs pour 40 mètres linéaires, il ne sera pas possible de couper toutes les connexions vers les commerces existants.

Un commissaire demande s'il y a des besoins en sous-sol.

M. Betty répond qu'il faut changer les rails côté lac et que des études sont nécessaires pour les dispositifs anti-vibrations.

Un commissaire remarque qu'un marquage au sol pour vélos a été promis entre la rue de la Corraterie et la rue Bémont pour rejoindre la rue de la Rôtisserie.

M. Betty indique que des démarches doivent être entreprises avec l'OCT.

Un commissaire s'interroge sur le planning.

M. Betty répond qu'il faut un crédit d'étude, puis de réalisation et s'accorder avec les TPG et le Canton pour les travaux sur l'infrastructure ferroviaire, soit en tout deux à trois ans.

Un commissaire demande s'il y aura une amélioration depuis Bel-Air.

M. Betty répond que la sécurisation des rails est prévue dans le cadre du plan d'actions des transports collectifs (PATC) 2019-2023 mais que les lieux de mises en œuvre ne sont pas encore définis.

Un commissaire s'interroge sur les raisons du choix parmi les alternatives proposées.

M. Pagani répond qu'il s'agit d'un choix politique et que le Conseil municipal peut faire des modifications sur la motion.

Un commissaire demande le délai de renouvellement d'un tel aménagement et si cette zone serait prioritaire.

M. Betty répond que le délai est de vingt ans et qu'il faudrait discuter avec les partenaires pour que les travaux soient entamés en 2022.

Vote

La commission passe au vote de la motion M-1286. Par 14 oui (1 Ve, 3 S, 2 EàG, 2 PDC, 3 PLR, 2 MCG, 1 UDC), la motion est acceptée à l'unanimité.